



Un drame se joue dans un petit pays d'Afrique. Dans le silence et l'indifférence. Sans que l'on y prenne garde, il pourrait faire exploser la région des Grands Lacs. Antoine Kaburahe, journaliste et directeur en exil d'Iwacu, dernier journal burundais indépendant, témoigne.

NON.
Le peuple s'oppose au troisième mandat du président.

Le régime poursuivi pour crimes contre l'humanité

LE BURUNDI : UNE TRAGÉDIE À HUIS-CLOS

Thierry TILQUIN

« **N**otre drame, c'est de sortir des radars médiatiques. Le Burundi est un petit pays. Ce n'est pas le grand Congo, ce n'est pas la Syrie. Il n'y a pas de pétrole. Ce qui menace le Burundi, c'est l'indifférence. Il y a tellement de drames qui se jouent dans le monde que la tragédie burundaise peut être occultée. Pour cette raison, je suis heureux de pouvoir en parler ici. » Celui qui s'alarme de ce silence est le journaliste Antoine Kaburahe. Son pays n'est pas plus grand que la Belgique, avec une population équivalente. Comme son voisin, le Rwanda. La grande majorité de ses habitants vit de l'agriculture, même si l'État tire quelques richesses de la culture du coton, du café, du thé. Il y a bien du nickel dans le sous-sol, mais il n'est pas encore exploité.

VOIE DÉMOCRATIQUE

« Pour comprendre ce qui se passe aujourd'hui, explique Antoine Kaburahe, il faut planter le décor. L'histoire récente de notre pays est marquée par des cycles de violence survenus peu après l'indépendance, successivement en 1969, en 1972, en 1993. Ils ont donné lieu à des massacres et à des déplacements de populations. » Ces violences avaient un caractère ethnique. Comme au Rwanda, « la majorité de la population (85%) est hutu. Les Tutsis composent le reste, avec une petite portion de Batwas. Mais il ne faut pas trop se fier à ces statistiques. »

Grâce à une médiation internationale, les Burundais ont pris progressivement conscience qu'il était possible de sortir des ornières dans lesquelles leur pays était plongé. « En 2000, des accords de paix ont été signés à Arusha sous l'égide de Nelson Mandela et de Julius Nyerere, ancien président de Tanzanie. Cet accord n'était pas parfait, mais il a permis un partage du pouvoir (à 50-50) dans l'armée, dans les corps de la magistrature et de la police. Il prévoyait des élections démocratiques. Malgré les critiques, les uns et les autres ont été rassurés. C'est ce qui a permis au Burundi d'évoluer et de vivre une période de paix », raconte le directeur d'Iwacu. Aujourd'hui en exil.

RÉPRESSION ET RÉGRESSION

« En 2005, les élections amènent au pouvoir un ancien mouvement rebelle devenu parti politique, le CNDD-FDD (Conseil national de la défense de la démocratie-Force de la défense de la démocratie). Le président élu, Pierre Nkurunziza, fait un premier mandat. En 2010, il est réélu. Le pays est entré dans une ère démocratique. Mais en 2015, le président revendique un troisième mandat, alors que la

Constitution n'en prévoit que deux. » C'est l'engrenage de la violence qui reprend.

La société civile manifeste, les jeunes descendent dans la rue. L'Union européenne, l'Union africaine et les partenaires du Burundi demandent le respect de l'accord d'Arusha. « Mais le président s'entête. Il y a des émeutes avec des morts. En mai 2015, une partie de l'armée tente de renverser le président. Le coup d'État échoue. La répression est terrible, des milliers de gens vont être tués, d'autres prennent la fuite. C'est ainsi que nous sommes entrés dans une crise sur base du non-respect d'un accord qui engageait le gouvernement. Depuis lors, on s'enfoncé. C'est une terrible régression parce que le Burundi s'est doté d'une société civile, ouverte, avec des médias libres. Le problème ethnique n'a plus place. »

Mais ne risque-t-il pas de revenir au premier plan face à un régime qui, pour se maintenir au pouvoir coûte que coûte, tente d'ethniser la crise ? « Les Burundais ont résisté aux sirènes ethniques, répond le journaliste. C'est la bonne nouvelle. Les gens qui s'opposent à ce troisième mandat sont mêlés, Hutus et Tutsis. Comme ceux qui font partie du régime. Comme ceux qui fuient le pays. Le problème est politique. Il s'agit d'une lutte politique contre des gens qui accaparent le pouvoir et foulent aux pieds la démocratie. Le président s'accroche au pouvoir. Au prix de mettre en l'air les principes démocratiques fondamentaux et le développement du pays. Comme d'autres chefs d'État africains : Kabila en RDC, Mugabe au Zimbabwe, Biya au Cameroun, Sassou N'guesso au Congo-Brazzaville ou encore Abdelaziz Bouteflika en Algérie. »

« Le pays était entré dans une ère démocratique. »

ASSASSINATS ET DISPARITIONS

Dans cette crise, l'ensemble de la population paie le prix fort. « L'Union européenne a suspendu son aide, or le Burundi vit à plus de 55% de l'aide étrangère. Vous imaginez le trou. L'économie a plongé, des projets de développement sont stoppés, des bailleurs de fonds ont arrêté leur soutien. Tout cela pèse sur la population. » Plus de quatre cent mille personnes ont fui vers le Rwanda, la Tanzanie et ailleurs. L'ancien président de l'Assemblée nationale, Pie Ntavyohanyuma, vit en exil en Belgique. Il est pourtant de l'ethnie hutu et du même parti que le président de la République. Même chose pour le vice-président. « Sur place, des leaders de la société civile sont assassinés, déplore

Antoine Kaburahe. *On compte de nombreuses disparitions non expliquées. Il y a des cas de torture. Si bien que le régime actuel est poursuivi par la Cour pénale internationale.* »

« Le problème n'est pas lié à la question ethnique mais à l'entêtement d'un homme. »

Sa procureure, Fatou Bensouda, vient en effet de révéler l'ouverture d'une « enquête sur les crimes contre l'humanité commis au Burundi à partir d'avril 2015 ». Elle a recensé les meurtres de plus de mille deux cents personnes, des milliers d'emprisonnements arbitraires et de disparitions, des « dizaines de cas de viols » et « entre cinq cent nonante-cinq et six cent cinquante-et-un cas de tortures ». Pour « protéger l'intégrité de l'enquête et la vie des témoins et des victimes », cette enquête était restée secrète.

JOURNALISTES EN EXIL

La presse, comme la société civile, paie un lourd tribut dans la répression. « Plus de cent journalistes vivent en exil. C'est énorme. Dans un régime qui se ferme et qui se veut autoritaire, vous devenez rapidement une cible. Vous êtes d'emblée considéré comme un opposant. Or les journalistes qui essaient de faire leur travail correctement ne sont pas des opposants. Les collègues qui restent, je les trouve courageux. Ce sont vraiment des héros qui vivent dans des conditions précaires. J'essaie de les soutenir au mieux. J'ai dû partir parce que j'avais des menaces précises sur ma personne. Un jeune collègue, Jean Bigirimana,

père de deux enfants, a été kidnappé voici plus d'un an. La rédaction de notre journal, Iwacu, mène la lutte pour connaître la vérité sur cette disparition. »

De son côté, l'Église catholique est aussi très active. « Elle a fait preuve de courage en demandant clairement et publiquement au président de ne pas briguer un troisième mandat. Depuis, elle est à couteaux tirés avec le régime. Mais il y a d'autres églises, évangéliques, qui ont pignon sur rue et sont assez proches du pouvoir en place. »

Malgré la pression de la communauté internationale et les résistances à l'intérieur comme à l'extérieur du pays, on ne voit pas bien comment en sortir.

« En ce moment même, souligne Antoine Kaburahe, des négociations se déroulent à Arusha sous l'égide de l'ancien président tanzanien, Benjamin Mpaka, à l'appel de l'Union africaine et de l'Union européenne. Ce dialogue est en panne parce qu'il y a de la mauvaise foi de la part du gouvernement. Le président veut changer la constitution pour faire sauter le verrou des mandats et s'ouvrir un boulevard pour rester au pouvoir. Et ceux qui sont au pouvoir ne sont pas des modèles de bonne gouvernance. De plus, une grande partie de l'opposition n'est pas représentée. C'est avec ses ennemis que l'on fait la paix, pas avec ses amis. Le risque est grand que les gens s'en remettent à la violence puisqu'il n'y a qu'elle que l'on comprend. J'ai beaucoup de doutes et de questions par rapport à l'avenir. C'est triste. On avait beaucoup d'atouts pour dépasser nos problèmes. Malheureusement, la corruption, l'affairisme, la cupidité, la mauvaise gouvernance, l'entêtement d'un homme ont trahi l'espoir. » ■



LE « MANDELA » BURUNDAIS

Pierre Claver Mbonimpa est une grande figure de la lutte pour les droits de l'homme au Burundi. À plusieurs reprises, la dénonciation des exactions du pouvoir en place le conduit dans les geôles du régime. À peine sorti, il reprend le flambeau du combat. Il ne peut rester silencieux devant les injustices et les violations de droits humains tandis que beaucoup se taisent, terrorisés par la peur alimentée par les assassinats et les disparitions. En 2006, il révèle notamment le massacre de trente-et-un civils commis par des forces de sécurité militaires à Muyinga : des cadavres de jeunes opposants au régime sont retrouvés flottant sur la rivière. C'est un an à peine après l'accession de Pierre Nkurunziza à la présidence de la République. Certains disent d'ailleurs du « vieux », comme on le surnomme aussi, qu'il est la « bête noire » du président. De fait, en 2015, alors que les rues de Bujumbura sont envahies de foules protestant contre les velléités du président de briguer un troisième man-

dat, il échappe de peu à la mort dans un attentat dont il est la cible. Blessé à la tête et à la main, menacé à nouveau, il est contraint lui aussi de chercher une terre d'exil en Belgique. Son parcours est raconté dans un livre d'entretiens avec Antoine Kaburahe, *Rester debout*. Parcours intimement lié à l'histoire du Burundi. « C'est un homme extraordinaire, s'enthousiasme son "confesseur". Cet homme est un monument, une mémoire précieuse qu'il fallait cueillir, fixer. Sa parole véhicule ce que nous avons de plus cher et que nous risquons de perdre : l'Ubuntu, l'humanisme. Suivre sa vie dense permet de vivre les grands moments de notre histoire. C'est un homme qui a toujours lutté pour les droits des autres. Il a connu beaucoup de souffrances personnelles. En représailles à son départ en exil, le régime a assassiné son fils Welly et son beau-fils Pascal. Mais il est resté un homme de paix. Son discours n'a pas changé. Il prêche et donne un témoignage qui va dans le sens de la paix. Il faut rester debout parce que la tentation est grande de se coucher, de se décourager. Comme chrétien, il a pardonné, mais il exige la justice, car le pardon n'exclut pas la justice. C'est merveilleux pour moi de croiser quelqu'un qui ne bascule pas dans la vengeance ni dans la haine après tout ce qui lui est arrivé. Et c'est pourquoi j'ai écrit ce livre comme le témoignage d'un vieux. J'ai pu le célébrer de son vivant. » (T.T.)

Pierre-Claver MBONIMPA, *Rester debout*, entretiens avec Antoine Kaburahe, Bujumbura, Éditions Iwacu, 2017. Prix : 20 €. Commander directement à antoine@iwacupress.info.